



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes75@orange.fr

24/12/2021

RAPPORT AU COMITE NATIONAL DU 23 JANVIER 2021

Notre Bureau National se tient au moment où les luttes se développent et à quelques jours de la journée interprofessionnelle d'action du 4 février ponctuée par des journées d'actions professionnelles : dans la santé le 21 janvier où la CGT, la CGC et Sud appellent avec un ensemble de collectifs de médecins, d'associations, de coordinations... le même jour 21 janvier dans la métallurgie avec un appel national contre la fermeture des fonderies du Poitou à Châtelleraut, contre la réforme de l'assurance-chômage le 23 janvier, dans l'éducation nationale le 26 janvier, l'énergie le 28 janvier, ou toutes les organisations syndicales confédérées appellent (CGT, FO, CFDT, CGC) et donc le 4 février pour la défense de l'emploi. Cette journée d'action interprofessionnelle du 4 février, la première en 2021 se situe dans un contexte de crise sanitaire que nous connaissons depuis plusieurs mois.

Nous ne pouvons que constater que les centrales syndicales comme FO, CFDT, CGC, n'appellent pas à la mobilisation.

Notre dernier Comité National du 12 décembre 2020, a fait état de la crise sanitaire, souligné les responsabilités et son utilisation. Elle fait place maintenant à une crise sociale et économique de grande ampleur.

Nous dénonçons depuis le début de cette crise sanitaire l'état de notre système de santé, conséquences des politiques d'austérité successives, de casse des services publics, de cadeaux fiscaux, d'exonérations de cotisations sociales massives accordées au patronat, réduisant les moyens de financement de la protection sociale. Nous constatons qu'il en découlait une gestion du gouvernement faisant la part belle au patronat et à la finance en lieu et place de la santé des populations. Aussi pendant plusieurs mois le gouvernement a annoncé vouloir préparer la relance de l'économie et de la production, pour soi-disant limiter les impacts de la crise économique sur la santé financière du pays.

Cette crise ne se limite pas à la France et à l'Europe mais aussi à l'échelle de la planète et du point de vue international, les tensions, les menaces de conflits armés ne peuvent que s'accroître car elles ne sont que les conséquences de la guerre économique entre groupes capitalistes rivaux qui se retranchent chacun derrière leurs états respectifs pour défendre leurs intérêts financiers. Les luttes sociales se développent dans de nombreux pays notamment en Inde, en Tunisie...

En France, des initiatives de lutte sont prévues et ont lieu dans la santé, la protection sociale, l'éducation nationale, l'énergie. Où en est-on dans ces secteurs ?

Les services publics : un enjeu de société.

Les services publics sont tous face aux mêmes directives européennes, face à la loi capitaliste ou compétitivité, rentabilité sont développées, mises au service du profit maximum. Les services publics tels qu'ils existaient à leur création sont un obstacle au profit, encore aujourd'hui, le capital se heurte à la résistance des fonctionnaires et à l'attachement de la population sur l'utilité de leur existence. Mais, petit à petit, les pouvoirs successifs tentent tour à tour de les démanteler pour les mettre au service du capital.

L'Europe capitaliste, construite par les états capitalistes, est le nouveau guide des états membres pour mettre en œuvre les transformations économiques, politiques, sociales, culturelles... qu'appelle son évolution.

Toutes les transformations des entreprises et services publics trouvent leurs racines dans le développement de l'Europe du capital, à la recherche permanente de nouveaux marchés et de nouvelles sources de rentabilité. En recomposant la société, en s'attaquant aux services et entreprises publiques, en engageant un processus d'ouverture à la concurrence, de privatisations. La maîtrise des activités sur les services publics et des secteurs nationalisés sont source de profits considérables, la communication, la maladie, la vieillesse, la protection sociale,

les transports, la recherche, le traitement et la maîtrise de l'eau par exemple sont pour le capital autant de marchandises qui s'achètent et qui se vendent au même titre qu'une production industrielle, et par conséquent sources de profits.

Le gouvernement actuel, comme les précédents, n'attaque pas seulement l'emploi dans la fonction publique, l'objectif affiché est clair au niveau de la fonction publique, il s'agit d'en finir avec le statut général des fonctionnaires, de contractualiser l'emploi, de passer le fonctionnaire d'un rapport au travail statutaire à un rapport contractuel, de passer d'une fonction publique dite « *de carrière* », à une fonction publique dite « *d'emploi* », une fonction publique d'emplois précaires, d'emplois jetables, avec comme pierre angulaire le mérite, l'individualisation des carrières comme des rémunérations. En somme une gestion privée, « *compétitive et rentable* » des services.

Privatisations, ouverture à la concurrence, c'est le transfert d'un secteur d'activité (industriels ou de services) de la sphère publique (nationale) à la sphère concurrentielle (entreprises privées) avec pour objectif d'ouvrir de nouveaux marchés, de nouveaux espaces de rentabilité du capital. Cette mainmise de la politique capitaliste de l'Europe n'est pas suffisamment soulevée et combattue par les dirigeants syndicaux que ce soit dans la santé, l'éducation nationale, l'énergie, nous devons donc rappeler sans cesse l'importance et le niveau des luttes et de la bataille politique à mener en France pour développer des services publics répondant aux besoins du peuple et de la Nation, excluant toute maîtrise capitaliste.

La régionalisation est aussi un élément de cette logique répondant à l'Europe du capital. Elle éclate les services publics, casse l'unicité nationale de ceux-ci en transférant des activités nationales vers les territoires afin de préparer de futures externalisations et privatisations.

La « *Collectivité Européenne d'Alsace* », projet réel et concret de la mise en œuvre de l'Europe capitaliste, vient de voir le jour au 1^{er} Janvier de cette année. Peu commenté, ce projet expérimente la mise en commun de compétences concernant les transports, la santé, l'éducation, l'« aide » aux entreprises, le logement... C'est le début de la disparition des nations telle qu'elle est prévue dans le projet européen.

Le système de santé par exemple est régionalisé ce qui a conduit à la gestion comptable des hôpitaux publics, à la fermeture des maternités, au regroupement des services hospitaliers, à la fermeture d'hôpitaux publics, à la suppression de dizaines de milliers de lits, au blocage des salaires (Une infirmière gagne aujourd'hui 9% de moins que le salaire moyen français), à la suppression d'emplois au nom d'« *économies* » sans cesse plus importantes à réaliser. On mesure aujourd'hui toutes les conséquences de cette politique.

Nous sommes pour un monopole public de santé regroupant toutes les activités que ce soit dans la recherche scientifique, les médicaments, la pharmacie, la formation des personnels de santé, la Sécurité Sociale et toutes ses protections, afin de répondre aux besoins sans cesse croissants de la population.

En matière de santé, la crise n'a pas commencé avec le Corona virus. La lutte des personnels dure depuis deux ans, elle a mis en relief les sous-effectifs dans les établissements de santé, la suppression de dizaines de milliers de lits depuis des années, l'aggravation constante des conditions de travail, les salaires bloqués. À ces questions essentielles, le pouvoir pour se dégager de ses propres responsabilités a organisé avec l'aide de la propagande capitaliste les « *hommages de la nation* » les applaudissements et autres reconnaissances verbales mais n'a jamais remis en cause le plan hôpital 2022 qui poursuit la casse de l'hôpital public. Le fameux « *Ségur de la santé* », s'est avéré être une vaste fumisterie organisée pour calmer les personnels en lutte, qui ne s'en laissent pas compter aujourd'hui en poursuivant la lutte.

Tout est fait pour favoriser les multinationales du secteur de santé. Aujourd'hui le débat sur la vaccination, les types de vaccins n'est que le reflet de la concurrence capitaliste, de la course au profit occasionnée par la crise sanitaire.

Sanofi par exemple poursuit sa politique de recherche de profit maximum, continue à réduire les effectifs, ferme des sites de production, mais perçoit les milliards que lui offre l'État français et distribue des dividendes aux actionnaires, la santé est un moyen pour ce type de multinationales de s'enrichir, ce n'est pas un but. Un seul exemple significatif : la division vaccin de Sanofi comptait 6350 salariés en 2018, elle en compte aujourd'hui moins de 3500. Sanofi, c'est également un chiffre d'affaires en hausse de 6% en 2020 (36 milliards en 2019), 5000 emplois supprimés en France en 12 ans, 8 sites fermés, 1 en cours de fermeture, 3 vendus. Mais la multinationale va plus loin, 1000 emplois vont disparaître d'ici 2022, et dans le même temps elle participe au projet européen « *Phénix* » qui consiste à « *réduire les stocks* », à mettre en place une politique européenne de la santé, soutenue par Macron.

La politique menée par les multinationales du secteur révèle les effets et les conséquences des délocalisations, la désindustrialisation du secteur pharmaceutique en France. Selon l'Agence Nationale de Sécurité et des Produits de

Santé, les pénuries occasionnées par cette politique ont concerné 2400 médicaments en 2020. C'est six fois plus qu'en 2016.

Ces pénuries concernent un certain nombre de vaccins et médicaments essentiels par exemple contre la grippe mais aussi contre les pneumonies, les méningites, l'hépatite B..., aujourd'hui le covid.

La santé de la population ? Ce n'est pas compatible avec le but des multinationales dont le profit est la seule règle.

Qu'en est-il du déblocage des 200 millions d'euros annoncés par Macron pour la production des médicaments en France ? En 10 ans, 10 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie pharmaceutique. Et aujourd'hui le gouvernement et les partis politiques « s'affolent », se chamaillent, s'accusent sans qu'aucun ne remette en cause le système actuel, ils sont tous dans la gestion de la crise sanitaire et pour cause, ils ont tous participé chacun à leur tour au démantèlement du système de santé.

Aucun ne propose, comme nous l'exigeons la création d'un monopole public de la santé regroupant toutes les activités que ce soit dans la recherche scientifique, les médicaments, la pharmacie, la formation des personnels de santé, la médecine, la Sécurité Sociale et toutes ses protections, afin de répondre aux besoins sans cesse croissants de la population.

Concernant l'énergie, le projet de démantèlement d'EDF appelé projet « Hercule », est en fait le dernier étage de la fusée privatisation, l'ouverture à la concurrence totale dictée par l'union européenne.

Pour mémoire le sommet de Barcelone de mars 2002 en matière de « libéralisation » stipule: « *Dans le domaine de l'énergie, le Conseil européen engage le conseil et le Parlement européen à adopter dès que possible en 2002 des propositions en instance concernant la phase finale de l'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz. Cela comporte notamment : premièrement libre choix du fournisseur pour tous les consommateurs européens autres que les ménages à partir de 2004 pour l'électricité et pour le gaz, cela représentera au moins 60 % de la totalité du marché. Deuxièmement les décisions sur d'autres mesures, l'ouverture totale à la concurrence. La dissociation entre la transmission et la distribution d'une part et la production et l'approvisionnement d'autre part...* » Et enfin « *une mise en place dans chaque État membre... d'un organisme régulateur...* ».

Autrement dit, le plan « Hercule » ne porte pas autre chose : scinder EDF en trois entités : EDF bleu (centrales nucléaires), EDF Vert pour la distribution et les énergies renouvelables hors hydroélectricité, et EDF Azur (les barrages et centrales hydrauliques), dont la commission européenne a imposé l'ouverture totale à la concurrence du marché de l'électricité, ainsi que la privatisation d'EDF GDF, les séparations des réseaux et des fonctions. La pandémie accélère ce processus dans le cadre d'une « libre concurrence non faussée ».

Il faut se rappeler qu'EDF-GDF, entreprises publiques à statut d'EPIC, sont transformées en sociétés anonymes sous Sarkozy en 2004 avec l'abstention du Parti Communiste Français. Dès lors 15 % de son capital est privatisé.

Le marché de l'énergie depuis le 1^{er} juillet 2004 est ouvert à la concurrence à hauteur de 70%. EDF-GDF, avec la loi transformant son statut d'entreprise, devient société anonyme pour être privatisée. Au 1^{er} juillet 2007, l'ouverture à la concurrence est totale.

La loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricite) impose en 2010 à EDF de vendre à prix bradé son électricité électronucléaire pour que les concurrents privés d'EDF puissent s'implanter sur le marché français... en vendant l'électricité produite par EDF.

En 2018 le gouvernement Macron met en concurrence les concessions des barrages hydroélectriques dont l'essentiel appartient à EDF.

Comme à France Télécom, on a vu à EDF la liquidation de l'intérieur, c'est la dégradation au quotidien, séparation par type d'activité. Comme à France Télécom, toutes les avancées technologiques sont administrées par l'État. EDF, entreprise nationalisée était la plus performante du monde. Comme à France Télécom, EDF a perdu entre 2000 et 2020 plus de 20 000 emplois, l'électricité a augmenté de 50 %, le gaz de 75 % depuis la privatisation, alors que les services pour les usagers se sont dégradés. Aujourd'hui 13 millions de personnes sont en précarité énergétique (CGT énergie).

Comme tous les services publics, réforme après réforme, l'accès à l'énergie est devenu un luxe pour les ménages. Avec « Hercule », la gestion de la pénurie deviendra la règle, le prix au kilowattheure identique partout aujourd'hui pour les usagers, ne le sera plus demain, les prix connaîtront des fluctuations, le tout sifflant la fin du service public de l'énergie. Ce sont des choix politiques assumés, et nous voyons bien que cela ne date pas de la crise sanitaire.

L'éducation nationale n'échappe pas à cette logique européenne : la lutte dans l'éducation nationale porte sur les salaires, l'emploi, et plus particulièrement la filière technique.

L'Éducation nationale est menacée comme les autres services publics par le transfert des compétences vers les régions. Le but est qu'il ne doit rester à l'état que les instruments de répression et maintien de l'ordre.

De plus en plus individualisée avec la crise, grâce à la télématique, nous sommes au seuil de la privatisation de l'éducation nationale.

Ce service public indispensable et vital pour le pays, est aujourd'hui de plus en plus géré comme une entreprise avec ses critères de compétitivité, bas salaires, surcharges d'activités manque de personnel.

Le budget 2021 porte tous les stigmates d'un budget où il y aura une éducation pour les zones riches et une autre pour les zones pauvres. Ce budget 2021 n'est que la poursuite des précédents, la crise sanitaire accentue les inégalités scolaires. Même si le budget 2021 prévoit la création de 1273 ETP (Equivalents temps plein) supplémentaires chez les enseignants du premier degré, cela ne compense pas la suppression de 893 ETP dans le secondaire public et de 282 ETP dans le secondaire privé. De plus c'est l'aggravation de la précarité organisée dans l'éducation nationale.

La baisse du nombre d'enseignants dans les collèges et lycées agricoles se poursuit, alors même que le nombre d'élèves est en hausse pour la première fois depuis 10 ans.

La politique de recours aux heures supplémentaires dans le second degré en lieu et place de recrutement des personnels supplémentaires, permettra effectivement d'anticiper la baisse du nombre d'élèves à venir. Des inégalités dans les moyens mis en œuvre qui ont des conséquences sur la qualité de l'enseignement et de l'éducation.

La France dépense 15 % de moins que la moyenne de l'OCDE par élève dans le primaire et 37 % de plus dans le deuxième cycle du secondaire.

En 2019 la dépense par élève des établissements publics et privés sous contrat est estimée à 3390 € en maternelle, 4200 € en élémentaire et 6200 € en collège. Le second degré concentre 39 % de la dépense intérieure d'éducation, soit 10 points de plus que l'enseignement primaire.

Les statistiques révèlent également une désaffection profonde des recrutements par rapport au métier d'enseignant, une chute brutale du nombre de candidats. Un seul chiffre pour illustrer cela : en 2019, au certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (CAPES), on comptait 33 490 candidats, contre 30 797 en 2020 soit pratiquement 10 % de moins. On connaît les principales causes de cette désaffection : les salaires évidemment, les conditions d'exercice du métier...

Aucun secteur n'échappe à la logique capitaliste, de l'industrie aux services publics, y compris « régaliens » (centralisé).

Le modèle de l'entreprise publique assurant le service public de l'énergie est dans cette logique dictée par l'union européenne. Idem pour la SNCF avec le paquet ferroviaire et la réforme Macron en 2018, pareil pour les PTT avec France Télécom qui a été privatisé ainsi que l'actuelle privatisation de La Poste. Mêmes mesures, mêmes causes, mêmes effets.

Tous les services publics subissent la même logique à savoir :

- Restructurations internes (concentration d'activités, suppressions de services, abandons d'activités et transfert de celles-ci sur la sous-traitance ou créations de filiales, suppressions de postes...).
- Segmentation des activités sur des critères socio-économiques, c'est-à-dire selon la rentabilité par type de marché et de clients, la notion d'usagers disparaît.
- Démonopolisation, c'est-à-dire ouverture à la concurrence, séparation des fonctions de régulateur et d'opérateur, installation d'agences de régulation permettant la coexistence multiple d'opérateurs concurrents (ART pour les télécoms par exemple).
- Privatisation, c'est-à-dire entrée de capitaux privés dans la propriété publique.

Il n'y a que la lutte des classes, sans concession contre cette politique nationale dictée par l'Europe capitaliste voulue et appliquée par le Gouvernement, qui fera avancer les exigences et résoudre les besoins du peuple. La nationalisation des moyens de production et d'échange est indispensable pour y parvenir.

Les services publics deviennent sources de profits au service du capital. Il faut par la lutte imposer une autre logique aux services publics, facteurs de croissance et de réponse aux besoins sociaux, cela passe par une gestion publique de l'ensemble des services indispensables au développement des hommes.

C'est pourquoi notre parti pose en grand la suppression de toute intervention politique du capital dans la société. « Abattre le capitalisme et construire une société socialiste », cela passe par l'appropriation sociale des moyens de production et d'échange (entreprises industrielles et commerciales, sociétés financières, banques, assurances...). Cela concerne toute l'industrie avec ses différents secteurs, toute l'énergie et bien sûr l'ensemble du système de santé. Cela passe par la construction de monopoles publics au service du peuple, gérés par le peuple.

Quels services publics ? Quels moyens ?

- Développer la propriété publique est un axe important socialement, économiquement, politiquement et idéologiquement.
- Économiquement parce qu'il s'agit d'un moyen radical pour réduire le champ d'action du capital et ses exigences de rentabilité.
- Socialement car il donne une autre finalité à la valeur créée. La richesse créée ne doit pas servir l'accumulation capitaliste, elle doit répondre aux besoins de développement.
- Politiquement car sans un puissant secteur de propriété publique, aucun pouvoir ne peut avoir une maîtrise de sa politique industrielle, il ne peut que se soumettre aux objectifs du capital.
- Idéologiquement enfin car l'existence d'un secteur nationalisé constitue un argument puissant contre l'affirmation sans cesse répétée que le capital est la seule voie à suivre. Les pouvoirs successifs ont sans cesse dénigré les services publics trop chers, inefficaces etc., et pour le démontrer ils ont sans cesse démantelés, supprimé le rôle social des services répondant aux besoins de la population pour les remplacer par des services soumis à la concurrence, à la performance, au secteur privé pour le profit capitaliste.

Bien sûr, nous mesurons le chemin à parcourir, la lutte à faire grandir, les travailleurs et le peuple à convaincre pour arriver au but que nous nous sommes fixés. Mais c'est maintenant qu'il faut travailler, développer, renforcer notre parti, donner des perspectives au peuple pour ouvrir la voie à une autre politique.

Dans l'industrie, la casse continue, suppressions massives d'emplois, fermetures de sites, fusions-acquisitions... Tous les jours, de nouvelles décisions sont prises dans tous les secteurs de l'industrie au prétexte de la pandémie, de mutations technologiques, de transformations techniques... Il faut être compétitif, rentable pour exister, accepter de travailler plus pour moins de salaire sinon c'est le chômage... Combien de fois avons-nous entendu ce type de chantage ? Depuis des années, les multinationales, le patronat utilise ces arguments pour détruire l'emploi, baisser les salaires, dégrader les conditions de travail, supprimer les acquis.

L'industrie manufacturière représente aujourd'hui 10% du Produit Intérieur Brut, elle en représentait 23% dans les années 80. C'est la démonstration que cette politique de compétition, de rentabilité va à l'encontre des intérêts du peuple et de la nation. La longue liste de la casse industrielle en cours que nous avons publié dans notre dernier journal démontre la main mise nuisible des multinationales sur l'ensemble de l'industrie. Lorsque nous proposons d'arracher par la lutte les moyens de production et d'échange, c'est pour mettre l'industrie au service du développement dans tous les domaines. Il faut exproprier le capital, c'est la condition essentielle du développement des hommes et de la nation.

Autre axe essentiel dans la bataille actuelle, l'augmentation massive et générale des salaires pour l'ensemble des travailleurs, l'augmentation des pensions de retraite.

Le salaire et l'élément incontournable de la résolution de la crise, toute solution qui n'intégrerait pas cette nécessité serait illusoire ou trompeuse.

Le salaire doit répondre aux exigences de la vie courante, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui, la pauvreté, la misère, la précarité dans tous les domaines s'étend. Les files d'attente devant les associations caritatives pour pouvoir manger s'allongent, le nombre de sans-abri, de mal-logés ne cesse d'augmenter. Le travail ne suffit plus à nourrir, à loger, à soigner, il est une marchandise aux mains du capital. Force est de constater que cette situation est devenue banale dans la société d'aujourd'hui, alors que des moyens considérables existent pour résoudre ces problèmes.

Le salaire doit être le moteur de l'économie et du social, car il permet le financement de la protection sociale, au travers du salaire socialisé (cotisations sociales). L'exonération de cotisations massive et continue des entreprises, décidées depuis les années 80, remet en cause gravement l'existence de la Sécurité Sociale et de ses protections. En 2018, le gouvernement Macron a entièrement supprimé les cotisations sociales maladie et chômage.

Selon le rapport mondial sur les salaires. « Les conséquences de la crise du covid-19 sur l'économie et sur l'emploi devraient entraîner une énorme pression à la baisse sur les salaires ». Nul doute que la durée de la crise actuelle laisse présager un affaiblissement général du tissu productif, une aggravation de la pauvreté, de la précarité déjà fortement ressentie actuellement.

« Sauver l'économie » en prétextant la pandémie actuelle consiste pour le pouvoir à préserver les profits, il ne s'agit pas de protéger d'abord les salariés et citoyens contre des risques sociaux, mais de protéger les entreprises contre les risques économiques afin de leur permettre de poursuivre l'exploitation capitaliste. L'économie capitaliste (le profit) est considérée comme prioritaire à la protection sanitaire.

Les besoins sont criants, reconstituer les services et équipements publics, notamment de santé, d'éducation, de recherche, de transport et d'industries détruits par des années d'austérité budgétaire et de « libre concurrence » dogmatique.

Revaloriser les salaires, augmenter fortement le SMIC est donc indispensable pour satisfaire les besoins fondamentaux, développer la société. Les sondages et études (DARES) consacrés cette question, situent le salaire minimum à 1760 € mensuels pour vivre (2100 € bruts). Cela démontre les difficultés rencontrées par la population. Les salaires dans la fonction publique sont bloqués depuis 10 ans, 8 ans pour le SMIC et les pensions de retraite, parallèlement la situation économique et sociale ne cesse de se dégrader, ce qui démontre bien la nocivité de cette politique.

Le totalitarisme en marche.

La politique du capital pour être appliquée, pour faire face aux luttes et au mécontentement, a besoin de contraindre, de faire accepter toutes les décisions qu'il prend par des restrictions de libertés.

Le capital a toujours et de tous temps restreint les libertés en fonction des rapports de force qui lui sont opposés.

De la loi anticasseurs à la loi de sécurité intérieure, nous en sommes aujourd'hui à la loi de sécurité globale, nouvelle étape en direction d'une société autoritaire, voire totalitaire.

L'objectif est de soumettre chaque citoyen aux choix du capital.

Notre parti, dès le début des lois d'urgence sanitaires a appelé à la lutte pour le retrait de ces lois qui constituent l'outil essentiel du pouvoir pour appliquer la politique que nous connaissons aujourd'hui.

La crise sanitaire, sa gravité, est utilisée pour restreindre les libertés autant que possible, en cultivant les peurs, le pouvoir compte embrigader la population, l'habituer à obéir, à être contrôlée constamment. Le schéma capitaliste consiste à produire sous contrôle, vivre sous contrôle avec un minimum d'espace pour la vie courante. La pression est constante, elle fait oublier les responsabilités passées et présentes dans l'insuffisance des moyens matériels et humains consacrés à la santé. La casse du système de santé est passée sous silence.

Le réchauffement climatique, le terrorisme, le « séparatisme » sont d'autres prétextes utilisés pour restreindre les libertés.

Le réchauffement climatique ? Il serait l'œuvre des hommes rendus responsables des conséquences, le capital n'aurait rien à voir avec cette question, l'exploitation forcée des terres et des hommes, la multiplication des conflits armés, des guerres, la concurrence inter impérialiste pour la domination des routes, des airs et des voies maritimes, du commerce etc... seraient étranger à la modification du climat...Le terrorisme ? Un phénomène issu de la « guerre des religions » mais surtout pas du développement du capitalisme mondial imposé aux peuples, entraînant des conflits constants, des guerres occasionnant des centaines de milliers de morts, des vagues de réfugiés, de déplacés. Le terrorisme serait l'œuvre de la croyance des hommes et non pas de l'impérialisme dominant.

La loi de sécurité globale, votée par l'assemblée Nationale, le Sénat et dernièrement approuvée par le Conseil d'Etat, fait suite aux lois d'état d'urgence sanitaire qui donnent plein pouvoir à l'exécutif qui peut, à tous moments décider de la liberté individuelle et collective de la population sans aucune consultation. La loi de sécurité globale va plus loin en autorisant le fichage individuel et collectif, les associations, les syndicats, les partis politiques, les religions qui présentent une menace pour la « république ». C'est **La République En Muselière**. Le but est de faire taire toute contestation de la politique capitaliste par la répression, l'intimidation, la soumission. Pour couronner le tout, un projet de loi vient d'être déposé pour rendre pérenne la loi d'urgence sanitaire. Toutes les lois votées aujourd'hui contre les libertés doivent être abolies sans condition.

Le jour d'après, parlons-en. Nous avons déjà utilisé cette phrase lorsque Macron et les partis politiques l'ont commenté en tentant de dessiner un avenir tenant compte de la crise sanitaire. Aucun n'a remis en cause le capitalisme dans cet avenir, tous veulent participer à son développement ou à son aménagement.

Qui remet en cause la pluie de milliards distribués aux entreprises ? Tous pensent utile de «sauver l'économie » sans contribution des entreprises, en ce sens ils sont d'accord avec le gouvernement actuel, d'autres pensent comme la France insoumise, le Parti Communiste Français que les aides ne sont pas suffisantes et en ce sens ils sont d'accord pour laisser l'économie aux mains des multinationales. Le consensus est donc évident.

Qui va payer le sauvetage de l'économie ? B. Lemaire ne cesse de le répéter : « Il faudra rembourser la dette ». Une commission a d'ailleurs été mise en place en décembre pour définir une stratégie de désendettement. Parmi ses membres on trouve, entre autres, des auteurs de la stratégie d'amortissement de la dette sociale comme Jean Arthuis, ministre de l'économie 1995-97 et Raoul Briet directeur de la Sécurité Sociale 1996-2000. D'ores et déjà, outre le déficit de 18,7 milliards de l'assurance-chômage, celui de la Sécurité Sociale est annoncé à 44 milliards d'euros, nous pouvons mesurer toutes les conséquences des exonérations de cotisations sociales, la baisse et le

blocage des salaires dans le financement de la protection sociale. Nous pouvons aussi en déduire que la Sécurité Sociale et ses protections vont faire l'objet de nouvelles attaques d'envergure au nom du remboursement de la dette.

Autre effets du « jour d'après », l'explosion du chômage et de la pauvreté. La progression actuelle du nombre de chômeurs est de 9,5%. 3 828 200 personnes inscrites à Pôle Emploi étaient sans aucune activité en Novembre.

Fin Octobre, 2 070 000 français ont touché le Revenu de Solidarité Active (RSA) d'un montant de 565 euros versés par les départements ce qui représente une hausse de 8,5% en un an, du jamais vu depuis la création de l'allocation.

Les travailleurs en chômage partiel subissent des baisses de salaire importantes, aggravant les difficultés de vie courante. La jeunesse étudiante subit de plein fouet les conséquences désastreuses de cette politique : non seulement ils ne peuvent étudier dans des conditions acceptables, mais de plus ils ne peuvent plus travailler pour payer leurs études.

Du point de vue économique : *« Il faudra s'attendre à une accélération des faillites, surtout au deuxième trimestre, à mesure que les filets de sécurité seront retirés. L'assureur crédit Euler Hermès table sur une hausse des défaillances de 25 % dans le monde... la France sera parmi les pays les plus touchés (plus 52 % soit 50 000 défaillances attendues) ainsi que l'Italie (plus 73 %) bien plus que l'Allemagne (plus 5 %) »*. (Le Figaro). Entre mars 2020 et mars 2022, le montant des rachats de dettes par la banque centrale européenne est estimé à 2400 milliards d'euros, si le bilan ne s'alourdit pas. Ces masses de milliards mis à disposition des entreprises payées par les peuples ne servent qu'à préserver les profits et les dividendes des actionnaires.

Pour le capital, pas de couvre-feu ni de loi autoritaire.

La fortune des milliardaires a augmenté en moyenne de 20 % dans le monde, les entreprises du CAC 40 ont versé 30 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. Les fortunes augmentent, les travailleurs s'appauvrissent, c'est le résultat de la politique capitaliste en œuvre. C'est cette politique qu'il faut combattre sans cesse en France et dans le monde.

822 millions de personnes souffrent de malnutrition dans le monde. 77 millions sont en situation d'insécurité alimentaire et en extrême pauvreté. Selon le programme alimentaire mondial, le nombre de personnes souffrant de la faim pourrait atteindre 260 millions d'ici la fin 2020. En Europe, les demandes alimentaires ont augmenté de 30 %. Aux États-Unis, le chômage atteint 15 % de la population. Quel que soit le pays les conséquences sont identiques en économie capitaliste.

Nous voyons bien la nécessité de porter partout dans le pays nos propositions. Tout d'abord il faut insister sur le fait que rien ne changera, rien ne sera obtenu sans lutte quotidienne, déterminée pour atteindre l'objectif. La lutte politique est la question centrale pour un changement fondamental de société. Nous avons créé notre parti pour cela, la bataille idéologique intense du capital a pénétré au fil des années la classe ouvrière, imposant ainsi majoritairement le constat de l'existence incontournable du capitalisme, c'est cette idée qu'il faut combattre et lui opposer notre politique.

Il faut contester sans cesse l'argumentation dominante pour élever le niveau de conscience de la classe ouvrière. Quels moyens mettons-nous en œuvre pour aider les salariés dans les entreprises à se mobiliser en masse ?

Nous avons besoin de développer partout là où nous sommes, dans les départements et régions notre perspective politique, nous avons besoin de renforcer notre parti. Les difficultés de la situation ne facilitent pas notre activité mais utilisons nos outils, nous avons tous connaissance de nos lecteurs, des sympathisants. Prenons contact sans attendre. Il y a des luttes, des rassemblements, soyons offensifs, donnons du sens à notre présence auprès des travailleurs. Nous le disons souvent, le mécontentement est profond (les derniers sondages le montrent), les luttes nombreuses, donnons un sens politique à ce mécontentement et à ces luttes.